

panorapresse.ouest-france.fr

« Incohérent avec les projets industriels »

3-4 minutes

« Incohérent avec les projets industriels » : à [Cherbourg](#), l'éducation se mobilise contre les fermetures



200 personnes se sont mobilisées, ce mardi 31 mars à [Cherbourg](#), contre les suppressions de postes et de classes prévues à la rentrée 2026 par la carte scolaire. | Ouest-France

Environ 200 personnes ont manifesté ce mardi 31 mars 2026 à [Cherbourg](#) contre les fermetures de classes prévues à la rentrée. Une mobilisation marquée par un contexte local particulier : 12 classes doivent disparaître à [Cherbourg](#) et [La Hague](#), malgré les grands projets industriels à venir.

«Merci de vous être mobilisés.» Place du Général-de-Gaulle, ils sont environ 200 à s'être rassemblés ce lundi matin à [Cherbourg-en-Cotentin \(Manche\)](#), à l'appel de [l'intersyndicale](#). Une mobilisation afin de dénoncer les suppressions de postes et [les fermetures de classes](#) prévues dans la carte scolaire 2026.

Derrière les banderoles, les échanges s'enchaînent. Les visages sont fermés, les voix posées mais déterminées. Tous partagent la même inquiétude : celle d'un service public de l'éducation qui se fragilise, alors même que le territoire s'apprête à connaître de profonds bouleversements.

Un territoire sous tension entre fermetures et attractivité

À la rentrée de septembre, 12 classes doivent fermer à [Cherbourg](#) et à [La Hague](#). Dans le même temps, le projet [Aval du futur](#), autour du site Orano, promet l'arrivée de plusieurs milliers de travailleurs. «Les pouvoirs publics n'anticipent rien», déplore Salim Azouaou, secrétaire général de l'union locale CGT. «On va accueillir de nouveaux habitants sans les services publics en face.»

Dans le cortège, cette contradiction revient sans cesse. «C'est incompréhensible», insiste Martine Quesnel, co-secrétaire départementale de la FSU. «La baisse démographique aurait pu permettre d'alléger les classes et anticiper les arrivées futures. Au lieu de ça, on supprime des moyens.»



Les inquiétudes locales sont également liées aux arrivées prévues de milliers de travailleurs, et leurs enfants, sur le territoire ces prochaines années avec le projet Aval du futur. | Ouest-France

« C'est une première étape »

Après les prises de parole, le cortège parsemé s'élance vers la sous-préfecture, où une motion est déposée. «C'est une première étape», souligne Martine Quesnel, qui appelle «ceux qui le peuvent» à venir soutenir les syndicats le 10 avril à [Saint-Lô](#), lors du Conseil départemental de l'Éducation nationale. Après un premier vote défavorable, un CSA de repli doit encore se tenir avant cette échéance décisive.

À 11 h 15, la manifestation s'achève devant la sous-préfecture, sous quelques applaudissements et des échanges qui se prolongent entre collègues. Une mobilisation contenue, mais portée par une inquiétude qui, elle, ne retombe pas.

Tristan Lombard